



Archives du  
communisme

## **Jacques Moins (1929 – 2011)**

GOTOVITCH José

2016, 8 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie\\_jacques\\_moins.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_jacques_moins.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : GOTOTVITCH, José, *Jacques Moins (1929 – 2011)*, Bruxelles, CArCoB, 2016, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie\\_jacques\\_moins.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_jacques_moins.pdf) >, (date de consultation).

---



## **MOINS Jacques**

**Etterbeek 3 octobre 1929 - Ixelles 11 février 2011.**

Jacques Gaston Moins est né à Etterbeek le 3 octobre 1929 dans une famille résolument laïque et antifasciste, d'un père initialement porteur de télégrammes devenu employé à l'Union des Villes, et d'une mère couturière. L'atmosphère de l'Athénée d'Ixelles où il entame ses humanités est nettement hostile à l'Ordre Nouveau et constitue un foyer de résistance. Jacques Moins se passionne pour l'histoire et la littérature et se prend d'une admiration qui ne le quittera jamais pour Anatole France. A la fin de sa vie encore, ses mémoires seront jalonnées de citations très politiques du grand écrivain.

En 1947, il adhère au PSB et tout naturellement, à l'ULB où il entame les études de droit, aux Etudiants socialistes. Il y fait ses classes de marxisme et d'esprit critique car une équipe brillante, autour de Robert Devleeshauwer, décortique le suivisme atlantique des dirigeants socialistes sous la férule de Paul-Henri Spaak. Ce groupe se retrouve à l'Ecole ouvrière supérieure mais aussi autour de la tendance de gauche animée par Isabelle Blume.

Le durcissement de la guerre froide, notamment la prise de pouvoir communiste à Prague, crée un choc décisif : avec quelques autres, dont Louis Van Geyt, il demande son admission aux Etudiants communiste où Willy Peers lui remet sa carte. Entrer dans le monde communiste à ce moment c'est, comme il le dira plus tard, comme entrer en religion, avec une foi absolue, détentrice de la seule vérité, avec pour conséquence l'enfermement dans un camp retranché. Mais la part de romantisme, de foi en l'avènement inéluctable, d'une société égalitaire agit comme aliment au bonheur messianique qu'éprouvent les militants. Moins assume très rapidement des responsabilités au sein du Cercle mais aussi dans les cercles universitaires où les communistes manœuvrent avec efficacité pour détenir une part relativement importante du « pouvoir ». Evénements nationaux - dont la question royale - et internationaux ont une profonde résonance dans le monde étudiant politisé, et le secrétaire d'organisation des EC en fait son écolage politique.

Militant de la section d'Ixelles, il intervient longuement dans la discussion préparatoire au Congrès de Vilvorde de 1954 rejoignant les critiques générales envers le manque de démocratie interne, l'indifférence de la direction face aux suggestions de la base. Mais il

interpelle aussi sur l'abandon tacite du mot d'ordre d'Etat fédéral sans aucune discussion à cet égard, sur le manque de vigilance envers la puissance et l'action réactionnaires de l'Eglise de Belgique. Il s'affirme peu à peu comme un militant écouté dans la Fédération bruxelloise. Par ailleurs, plus discrètement, il prête ses compétences juridiques aux parlementaires.

Le 26 octobre 1955, il épouse Paulette Marchal, (née à Charleroi le 12 février 1929) issue d'un milieu libéral francophile, ardemment anticlérical, rencontrée pendant leurs études de droit à l'ULB, qui a entamé comme lui la profession d'avocat. Leur fils Philippe naît en avril 1956.

Ce sont les réactions balancées du PCI au XXe congrès qui l'amènent à se rapprocher, voire d'adopter l'analyse italienne, en trouvant fort ambiguë celle du PCF et particulièrement lacunaire celle du PCB. Le drame hongrois en revanche le raffermir dans ses convictions. Il apprécie le changement positif évident intervenu au sein du Parti où il prend la responsabilité de la section Ixelles et mène la liste communale en 1958.

Poussé quelque peu par sa femme, il l'un des rares communistes bruxellois à adhérer dès le départ au MPW né de la grande grève. Il côtoie alors de futurs responsables du FDF. Il fera partie de l'exécutif régional de Bruxelles. Il se caractérise par un engagement tranché en faveur du fédéralisme et d'une région bruxelloise à part entière, option qui se heurte à la méfiance d'une grande partie des militants communistes bruxellois. Dans l'immédiat, il est appelé à renforcer la direction bruxelloise du PCB qui doit faire face, en 1963, à l'offensive vigoureuse de Jacques Grippa, dirigeant charismatique d'une mouvance prochinoise qui va entraîner avec elle une partie très importante des cadres et des membres de la Fédération de Bruxelles dans son nouveau parti communiste alimenté par la Chine.

En 1966, il entre au Comité Central et accomplit alors quelques voyages officiels dans des pays du camp socialiste dont il perçoit les déficits démocratiques et les lourdeurs économiques. Il est de ceux qui appuient le président Drumaux dans sa condamnation de l'intervention soviétique à Prague et ressent durement l'acceptation de plus en plus affirmée de la normalisation. Il fait aussi l'expérience de colloques et conférences à Moscou, qu'il découvre en 1969, bâtis d'interventions convenues sans aucun échange d'idées réel. Il refuse alors d'entrer dans le cadre permanent du parti, préférant demeurer professionnellement autonome.

Le XXe Congrès du PCB (mars 1971) répond enfin à ses vœux en prenant position clairement pour le fédéralisme et par ailleurs, adopte une stratégie qu'il appuie, le contre-pouvoir. Mais celle-ci demeure au stade des formules, le PCB s'enlisant dans l'opposition de plus en plus affichée entre partisans de l'Union des Progressistes, (tentative d'ouverture et d'alliance stable du PC avec notamment des chrétiens progressistes, réalisée avec succès à Mons) et l'hostilité farouche à cette option,

déployée par la fédération liégeoise, arrimée à la fidélité inconditionnelle à l'URSS et aux alliances traditionnelles.

Au décès inopiné de Marc Drumaux en novembre 1972, l'accession de Louis Van Geyt à la présidence, inaugure « une gestion prudente, mesurée, mais assez louvoyante dans le souci de maintenir l'unité du parti tiraillée entre des tendances contradictoires », ce sont les propres mots de Moins dans ses mémoires. L'UDP est enterrée, mais surtout les positions sont prises qui jonglent entre intérêts bruxellois et aspirations flamandes, et qui débouchent, aux yeux de Moins, sur des « astuces » peu compréhensibles par les électeurs. Pourtant les deux hommes s'estiment et s'entendent et Moins épaulera Van Geyt, qu'il supplée à la Chambre, dans son périlleux exercice du pouvoir.

En novembre 1971, il avait été élu, seul communiste, au Conseil d'agglomération, anticipation de ce que sera ultérieurement le Parlement bruxellois, première assemblée représentative de l'entité régionale bruxelloise. C'est dans cette arène que Moins va pouvoir développer avec fruit ses capacités à la fois d'acteur politique et de gestionnaire. Il s'y fait remarquer par l'humour ironique de ses interventions, mais surtout par la maîtrise des dossiers, en particuliers financiers. Dans cette assemblée au statut et aux pouvoirs mal définis, sa voix compte en raison de la faiblesse de la majorité axée sur le

FDF, au sein de laquelle quelques fortes personnalités font grand cas de ses compétences. Il mène en particulier des combats sur l'urbanisme aux côtés de Serge Moureaux, en charge de ce domaine, qui ne craint pas d'affronter les promoteurs. Jacques Moins a intégré le bureau de l'ARAU (1972-1976), et se fait une spécialité de ces combats qu'il poursuivra ultérieurement au sein du Conseil communal de Bruxelles où il siège de 1977 à 1982. L'« aggro », déchirée par des luttes intestines, l'hostilité du pouvoir central et de la communauté flamande, s'éteindra sans gloire en 1989, cédant la place au Conseil régional. C'est cependant par ce canal que Jacques Moins est coopté en 1971 au Conseil d'administration de l'ULB où il assiste pendant un an aux débats peu ordonnés ni efficaces d'une assemblée quelque peu brouillonne, toujours dominée par les mandarins.

En 1977, il entre, une fois encore seul élu communiste, au Conseil communal de Bruxelles, dominé par les libéraux. Sa maîtrise des finances publiques qui en rebutent plus d'un, lui permet de démystifier les budgets mais il ne reçoit aucun appui des socialistes dans sa volonté de démocratiser les taxes. Son appui aux visions de l'ARAU en matière d'urbanisme ne lui apporte de considération qu'au sein des cercles restreints qui s'intéressent à cette question devenue « populaire » bien après, y compris au sein du PCB. Malgré la revitalisation éphémère qu'apporte au quartier Nord l'organisation des fêtes du Drapeau Rouge qui remportent un grand succès populaire, Moins ne sera pas réélu en 1982, le PCB ayant lors entamé son inexorable évaporation. Moins n'avait pas pratiqué les tournées boudin-compote, les kermesses, la bise généreuse à l'aïeule et aux nouveaux nés : il maniait plus l'ironie que les petites phrases et les querelles prisées par

les médias. D'où aussi une faible mobilisation des militants pour un travail de dossiers présentés avec humour et précision, peu susceptible d'enthousiasmer les « masses » : une attitude que certains ressentirent comme élitiste. Cette activité élective avait été menée de pair avec des responsabilités de plus en plus contraignantes au sein du PCB, avec le Barreau et, avec passion, son engagement italien, source évidente de plaisir et d'inspiration politique.

L'avocat Jacques Moins n'aurait pu tenir son cabinet sans la participation, voire souvent la prise en main totale, de sa femme Paulette Marchal, comme lui docteure en droit. Diplômé en 1952, il a fait ses classes en plaçant devant le conseil de guerre de Neihem en Allemagne en guise de service militaire. Il profite du temps libre pour préparer une licence en droit maritime qu'il obtient en 1954 mais qu'il n'utilisera jamais. Il entre en effet comme stagiaire chez Edith Buch, avocate communiste, résistante, aux appointements mensuels de 1750 frs. C'est le chemin qui le conduit à plaider pour des étrangers en rupture de ban et à se préoccuper de législation sociale, mais surtout des baux à loyer pour le Mouvement de Défense paysanne, l'« organisation de masse » du PCB pour les paysans. Mais fin 1954, il opère un tournant décisif en devenant le conseil en Belgique de l'INCA-CGIL (*Institution Nazionale Confederale di Assistenza*), organisme de défense sociale de la confédération syndicale proche du PCI, la plus importante d'Italie. Jacques Moins va donc plonger dans le droit social, principalement les accidents de travail, en même temps qu'il s'immerge dans la communauté italienne. Nul surprise donc qu'il devienne le spécialiste « émigration » du parti, ce qui va aller de pair avec son adhésion profonde aux thèses développées par le PCI, particulièrement après le XXe Congrès du parti soviétique. C'est aussi pourquoi il assure au sein d'un collectif d'avocats communistes (dont font aussi partie Jean Deguent et François Colinet) la défense des intérêts d'une centaine de parties civiles dans la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle survenue en août 1956. Cette mobilisation de plus d'un an est l'élément décisif qui détermine son engagement total aux côtés de l'immigration italienne mais va aussi l'amener à mener bataille pour la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle !

En 1966, il est élu, difficilement, au Comité Central, chaque réélection mettant à jour les fortes résistances à l'encontre de ce partisan affirmé de l'eurocommunisme et de la critique sans voiles des pratiques des pays du « monde socialiste ». De 1985 à 1990, il assure la présidence de la régionale de Bruxelles, siège au Bureau francophone (1976-1990), au Bureau Politique de 1982 à 1990. Il livre entre 1969 et 1994, une quarantaine de contributions aux *Cahiers Marxistes*, portant principalement sur Bruxelles, l'eurocommunisme, l'émigration.

En 1969, il est sollicité pour intégrer l'équipe très restreinte qui gère le « secteur financier » du PCB, ensemble très complexe qui réunit la gestion du patrimoine immobilier et la supervision des sociétés commerciales, principalement d'import-export

avec les pays socialistes, qui assurent l'essentiel des ressources. Bois, pétrole, diamant, biens de consommation, textiles, mais aussi pour la Belgique l'exportation des produits des ACEC, Cockerill, Bekaert, Hanrez, soit des ténors de l'industrie belge. Mais il existe aussi des entreprises culturelles dont il va plus spécialement s'occuper comme Progrès Film, Tourisme Populaire, Belgatourist, qui connaissent des fortunes diverses. Le rôle innovant de Progrès Film a été développé dans l'ouvrage que lui a consacré Morgan di Salvia. Le rôle nécessairement discret joué par Moins n'y est pas spécifiquement développé.

Moins découvre ainsi un monde totalement inconnu de lui, notamment les pratiques et les pratiquants du commerce dans les pays socialistes, ce qui ne contribue pas à rehausser la confiance qu'il leur porte. Il découvre également le monde de la finance internationale. Dans cet univers parfois kafkaïen, il tente de rationaliser, d'éliminer les déviations corruptrices qui infectent certains, étourdis par la circulation d'un argent qui paraît sans limites. Quoiqu'il en soit, la fin du système socialiste ouvre à tous le commerce avec ces pays. N'ayant pu nouer d'autres liens, les entreprises liées au PC s'étiolent et disparaissent.

Cette expérience va cependant le servir pour la part financière des fonctions qu'il remplit de 1974 à 1988 : la direction de la Maison de la Presse. Une expérience qui implique la gestion financière et administrative mais aussi de patron « communiste » d'entreprise de presse, en négociation constante avec les professions bien spécifiques aux traditions quelque peu anarchistes, à l'atelier comme dans la salle de rédaction. Moins est aux commandes pour la réparation du quotidien dont le démarrage réussi ouvre de grands espoirs. Il appuie l'équipe de jeunes rédacteurs enthousiastes venus vivifier la vieille maison. Une poignée de caricaturistes au départ bénévoles et talentueux égalaient les pages du quotidien, non sans faire grincer quelques lecteurs, tenants de la militance triste.

Mais la période voit le nécessaire passage à la photocomposition qui déstabilise les équipes, rend caduque l'expérience, fait grincer le syndicat. Moins doit gérer un déficit constant car structurel. La presse d'opinion disparaît peu à peu. En recherche d'un moyen pour faire connaître la presse communiste, il « réinvente », en 1977, la fête du Drapeau Rouge par un coup d'éclat : un chapiteau Place Flagey dont il dope la partie culturelle en y produisant quelques chantres en devenir de la chanson : André Bialek, Paul Louka, Philippe Anciaux... Ce sont, successivement Michel Lagasse, impresario de Bialek, et Joëlle Rochette qui en assurent la programmation. C'est le succès et le rajeunissement. Jusqu'en 1985, la fête du DR deviendra un rendez-vous annuel festif et culturel fort prisé et alors unique : jeunes, monde politique de gauche et syndical s'y rencontrent, de Molenbeek à Auderghem et quatre fois de suite au Quartier Nord. Un brassage heureux s'y produit avec les cultures émigrées. Mais le vandalisme augmente et devant l'importance du budget et d'un changement nécessaire, la direction recule et c'en

sera fini de la fête, mais bientôt également du DR. Une modification de structures intervient et, en 1988, Moins est déchargé de sa fonction d'éditeur pour ne conserver que la responsabilité de la Société Populaire d'Édition, en clair l'imprimerie. Tout au long de l'aventure des fêtes, Moins a bénéficié des heureux contacts qu'il avait pu nouer dans le monde politique bruxellois au sein des assemblées qu'il avait habitées.

L'expérience éditoriale de Moins l'a placé au cœur des tourments qui agitent le PC des années '80 : la fracture de plus en plus nette entre, d'une part, pour faire bref, l'aspiration eurocommuniste antidogmatique et, tout aussi brièvement, la « tendance liégeoise ». La première s'était notamment manifestée en mars 1980 par un appel à la direction du parti signé par 84 militants dont de nombreux membres de la rédaction du DR. Moins élaborera le rapport final de la commission du CC chargée, à la suite de cet appel, d'étudier l'état du parti. Celui-ci constatait que tous les indicateurs de santé du PCB étaient négatifs. Sur l'Afghanistan, la Pologne, la rédaction du DR était en opposition avec la position lénifiante de la direction. Quand, avec d'autres, Jacques Moins refusa de se désolidariser de la lettre à *l'Humanité*, qu'il avait co-signée et qui protestait contre les agissements du PCF dans certaines de ses municipalités à l'encontre des immigrés, il fut l'objet d'un « avertissement sérieux » de la direction du parti.

Ces années-là sont celles du désenchantement, accentué par la disparition de Paulette, le 1<sup>er</sup> février 1981. L'évolution du PCI, sa transformation/disparition, l'intégration de l'INCA à la FGTB, la mutation sociologique de la présence italienne en Belgique interrompent le parcours italien de Jacques Moins. Le PCB s'amincit inexorablement, se divise en partis wallon et flamand avec une régionale bruxelloise sans plus de ressort. Il accepte de figurer sur la liste « EVA » (Ensemble pour l'alternative) aux élections de 1988. L'échec est total, humiliant. Il quitte définitivement les rangs de la régionale bruxelloise du PC en 1999. Approché par les socialistes, il avait figuré sur la liste communale de Freddy Thielemans en 1994 avec un nombre appréciable de voix de préférences. Aux élections de 2000, il retrouve, comme indépendant, quelques anciens eurocommunistes sur la liste Ecolo qui remporte un franc succès. En 1998, il participe à la création du Cercle Kats, modeste lieu de réflexion réunissant gens de gauche, socialistes et anciens communistes principalement. Il s'engage aussi au Cercle républicain. Il devient avocat honoraire en 1994.

Par ailleurs, il poursuit, aux côtés de Louis Van Geyt, la gestion de l'héritage communiste, notamment de l'immeuble du *Drapeau Rouge*, où s'installe notamment le Centre des Archives communistes qu'il va présider jusqu'à son décès. Il réalise l'autonomie totale de cette institution reconnue par la Communauté française, dans un esprit de large ouverture envers l'histoire et les historiens.

Emmené aux urgences de l'Hôpital d'Ixelles pour des douleurs gastriques, il y décède d'un infarctus le lendemain, 11 février 2011, alors qu'il était en traitement. Sa disparition inopinée marque symboliquement la fin d'une espérance qu'il a portée, incarnée : celle d'un communisme formé à l'école de la guerre froide, émancipé peu à peu par l'intelligence de la gangue doctrinaire et disciplinaire que constituait le Parti, éveillé à l'espoir d'une possibilité d'action effective dans une société dont il contestait les fondements. Convaincu de la nécessité d'une organisation, d'une discipline souvent très lourde à assumer (sa longue séquence éditoriale fut à ce propos une épreuve que son sens de l'humour et son ironie l'aidèrent sans nul doute à traverser), il défendit avec ardeur les talents et les porteurs d'idées nouvelles qui faisaient souffler un air frais dans la vieille maison. Dans les *Souvenirs* qu'il nous a heureusement laissés, il n'occulte pas les illusions entretenues et les concessions faites à « l'esprit de parti ». Mais la justesse de ses propos, que ce soit sur le parti, le métier d'avocat, les militants et les assemblées qu'il côtoya, prolongera le plaisir qu'ont pu avoir ceux qui l'ont accompagné.

Ils apprendront beaucoup aux autres sur ce monde disparu...

**José Gotovitch**

#### **SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :**

CARCoB, Dossier CCP.

CARCoB, Procès-verbaux du Comité Central.

Par l'auteur : conversations avec Philippe Moins.

MOINS Jacques, *Souvenirs 1929-2011*, inédit, 198 pages.